

La loi Blanquer inquiète, les Arrageois protestent

Un rassemblement a eu lieu devant la préfecture pour protester contre la loi Blanquer

Malgré une ambiance conviviale et un soleil estival, c'est l'inquiétude qui domine quand on déambule entre la centaine d'enseignants, directeurs, familles et élus réunis samedi 30 mars devant la préfecture d'Arras contre la loi Blanquer.

Parmi les présents, Habiba Saiassi, parent d'élève, s'indigne : « S'il n'y a plus de directeur, alors il n'y a plus de lien social. On va se retrouver dans l'obligation de faire face directement à un directeur de collège que l'on ne connaît pas. Il y aura forcément moins de compréhension et moins d'écoute. »

Cécile Lherbier, elle aussi parent d'élève, note que « chacun doit pouvoir rester à sa place, les directeurs à l'école et les proviseurs au collège. Les directeurs de petites écoles n'ont pas le même rapport avec les familles qu'un proviseur pourrait avoir. »



« Cela nous a encore été imposé sans aucune concertation, et sans aucune discussion. »

Bénédicte Kékcic, secrétaire départementale
UD Unsa 62

REÇUS PAR LE PRÉFET

Valérie Cailloux, militante du syndicat Unsa et directrice d'école, précise : « Avec cette loi, on ne sait pas ce que vont devenir les directeurs d'école. Il n'y a aucune visibilité. » Pour elle, « c'est encore un moyen

pour l'État de réaliser des économies forcées. »

Bénédicte Kékcic, secrétaire départementale Unsa 62, s'inquiète quant à elle de la non consultation des enseignants pour mettre en place cette loi. « Cela nous a encore été imposé sans aucune concertation, et sans aucune discussion. Quand Jean-Michel Blanquer est devenu ministre, il a dit qu'il ne serait pas là pour détruire ce qui a été construit. On n'a même pas le temps de s'approprier les nouvelles réformes que l'on nous en impose de nouvelles. »

Une délégation syndicale a été reçue dans la matinée par le préfet Fabien Sudry, qui « a pris le temps d'écouter nos inquiétudes » selon Bernadette Kékcic.

Un départ a ensuite été organisé pour un regroupement national, à Lille, après 14h. ■ MAXIME LAURENT



Une centaine de personnes se sont mobilisées samedi 30 mars contre la loi Blanquer.